

EXTRAIT du « *Bulletin de l'Association des Bibliothécaires français* ».  
N° d'Octobre-Décembre 1909.

---

## Le prêt de bibliothèque à bibliothèque en France et à l'Étranger

---

Les personnes qui ont besoin, pour leurs travaux littéraires, historiques ou scientifiques, de consulter pendant une certaine période de temps des manuscrits ou des livres imprimés qu'elles ne trouvent pas dans la bibliothèque ou dans les divers établissements publics de la ville qu'elles habitent, mais dont elles connaissent l'existence dans d'autres bibliothèques publiques, soit en France, soit à l'étranger, sont souvent embarrassées pour savoir si elles pourraient, et moyennant quelles formalités, en obtenir le prêt. En principe, et sauf de rares exceptions dues à des faveurs spéciales, que justifie par exemple une grande notoriété scientifique, le prêt direct et personnel, à domicile, leur sera presque toujours refusé : car dans la plupart des bibliothèques d'Etat ou de villes qui admettent la communication des livres imprimés ou des manuscrits hors du dépôt, sous forme de prêt, le règlement ne l'autorise que pour les personnes domiciliées dans la ville même : condition qui se justifie par la nécessité où se trouve le bibliothécaire de pouvoir vérifier facilement si les emprunteurs présentent des garanties suffisantes, et de pouvoir faire rentrer rapidement les livres prêtés quand les besoins du service intérieur l'exige.

Mais ce qu'on peut obtenir dans un grand nombre de cas, et ce qui permet de donner satisfaction aux désirs légitimes des travailleurs, c'est que le manuscrit ou l'imprimé dont ils ont besoin soit temporairement transporté de la bibliothèque française ou étrangère où il est conservé dans la bibliothèque ou dans l'une des bibliothèques de la ville qu'ils habitent, pour y être consulté par eux sous la surveillance du bibliothécaire, qui en devient responsable au même titre que des imprimés et manuscrits de la bibliothèque qu'il administre. Ces prêts faits, sur la demande d'un particulier, par une bibliothèque à une autre bibliothèque publique, ont été en effet autorisés en France et à l'étranger, surtout depuis une vingtaine d'années, dans un certain nombre de cas particuliers, que la pratique étend et généralise de plus en plus. Les formalités à remplir ont été



déterminées par plusieurs règlements qui sont encore trop ignorés des intéressés (comme j'ai pu m'en apercevoir par les demandes de renseignements qui m'ont été individuellement adressées), et dont il m'a paru utile de résumer les points essentiels pour nos confrères de l'A. B. F. qui pourront à leur tour en répandre la connaissance dans le public avec lequel leur profession les met en relations habituelles.

## I. — BIBLIOTHÈQUES FRANÇAISES

Le prêt de bibliothèque à bibliothèque est possible en France : 1° entre les divers *dépôts publics de l'Etat qui relèvent du ministère de l'Instruction publique* (Bibliothèque nationale, Bibliothèques de l'Arsenal, Mazarine, Sainte-Geneviève, Bibliothèques du Muséum d'histoire naturelle, du Musée de l'enseignement public), auxquels il faut ajouter la Bibliothèque de l'Institut, qui est autonome au point de vue de son administration, mais dont le budget est incorporé à celui du ministère de l'Instruction publique (1) ; 2° entre les *Bibliothèques d'Universités* ; — 3° entre les *Bibliothèques municipales* ; — 4° entre les diverses bibliothèques appartenant à l'un ou à l'autre des trois groupes précédents.

En principe, la communication des ouvrages prêtés de bibliothèque à bibliothèque n'a pas lieu directement, mais par *l'intermédiaire du ministère de l'Instruction publique*. Le particulier qui sollicite le prêt d'un manuscrit ou d'un imprimé doit adresser au Ministre une demande motivée, accompagnée soit de la mention de ses titres littéraires ou scientifiques, soit d'une apostille du bibliothécaire de la ville qu'il habite. Le Ministre (c'est-à-dire, en son nom, le Bureau des bibliothèques dépendant de la Direction de l'enseignement supérieur), communique la demande à l'administrateur de la bibliothèque dans laquelle est conservé le manuscrit ou l'imprimé dont il s'agit, pour avoir son avis sur la possibilité du prêt, qui est naturellement subordonné aux règlements propres à cette bibliothèque, aux exigences du service intérieur, à l'état de l'exemplaire, etc... ; puis le Ministre, se conformant d'ordinaire à cet avis, statue souverainement sur la demande. Si le prêt est autorisé, le manuscrit ou l'imprimé est transmis administrativement par le Ministre à la bibliothèque municipale ou à la bibliothèque universitaire de la ville qu'habite l'emprunteur ;

(1) Pour les Bibliothèques *spéciales* relevant du même Ministère (par exemple celle de l'Ecole des Beaux-Arts, du Conservatoire de musique, de l'Ecole des langues orientales, de l'Ecole normale supérieure etc...), il n'y a pas, croyons-nous, de règles établies, mais des décisions particulières qui varient selon les cas et les personnes. Il en est de même des Bibliothèques d'Etat qui relèvent des autres Ministères. (Guerre, Marine. Affaires étrangères, Justice, Commerce et Industrie, etc...).



quand il s'agit d'un ouvrage emprunté par un Parisien à une bibliothèque de province, la transmission est faite d'ordinaire à l'une des grandes bibliothèques publiques de Paris qui relèvent du ministère de l'Instruction publique. Pendant toute la durée du prêt, l'ouvrage ne peut-être consulté que dans la bibliothèque où il est déposé, sous la surveillance et la responsabilité du conservateur de cet établissement ; et à l'expiration du délai fixé, il doit être réintégré, par la même voie administrative, dans la bibliothèque d'où il provient ; de sorte qu'aucun frais n'incombe à l'emprunteur pour le déplacement de l'ouvrage emprunté.

Cette procédure, assez compliquée et généralement lente, a été dans les vingt-cinq dernières années simplifiée et accélérée pour certaines catégories de bibliothèques ou dans certains cas particuliers : 1° Par la circulaire ministérielle du 20 novembre 1886, concernant les règlements des *Bibliothèques universitaires*, et dont le dernier paragraphe autorisait chacune de ces bibliothèques à prêter ses livres *directement et sans intervention ministérielle*, aux autres bibliothèques universitaires qui en feraient la demande pour les professeurs et étudiants ayant droit au prêt. Les ouvrages empruntés, expédiés par la poste d'une bibliothèque à l'autre, étaient admis à circuler en franchise sous le couvert et le contre-seing des recteurs d'Académie. Cette simplification n'avait pas seulement l'avantage de rendre le prêt plus rapide ; en facilitant le déplacement temporaire des livres des bibliothèques d'universités, elle dispensait souvent les bibliothécaires de faire, pour leur dépôt, l'acquisition coûteuse d'ouvrages rares et d'un usage exceptionnel, quand il en existait déjà un ou plusieurs exemplaires dans d'autres dépôts universitaires.

2° Par l'arrêté ministériel du 24 décembre 1901, qui autorise la *Bibliothèque Nationale*, les *Bibliothèques Sainte-Geneviève*, *Mazarine* et de l'*Arsenal*, la *Bibliothèque de l'Institut*, les *Bibliothèques des Universités* et la *Bibliothèque municipale de Tours* à se prêter *directement*, de bibliothèque à bibliothèque (et par conséquent sans que le Ministère ait à intervenir dans chaque cas particulier) : a) les *manuscrits* que les règlements de chaque bibliothèque permettent de prêter au dehors ; b) les livres imprimés qui existent en *double exemplaire* dans l'établissement prêteur. Ne sont pas considérés comme doubles, susceptibles d'être prêtés, les exemplaires auxquels des différences d'état, des reliures artistiques ou toute autre circonstance donnent une valeur exceptionnelle. Sont également exclus du prêt les ouvrages de vulgarisation ou de lecture courante (1). La durée du prêt est fixée par l'administrateur de l'établissement prêteur. Les

(1) Il n'y aurait, je crois, aucun inconvénient à étendre la disposition de l'arrêté de 1901 même aux livres imprimés dont la bibliothèque ne possède qu'un seul exemplaire, toutes les fois qu'il s'agit de livres rarement consultés, dont l'absence temporaire ne nuirait pas aux exigences du service intérieur.



frais de transport, s'il y a lieu, sont à la charge de l'établissement emprunteur. — Parmi les bibliothèques entre lesquelles ce prêt direct est autorisé ne figure qu'une seule bibliothèque municipale, celle de Tours : mais l'article 5 du décret spécifie que les dispositions qui précèdent peuvent être étendues par décision du ministre de l'Instruction publique à d'autres bibliothèques municipales, sur la demande des maires. D'après les renseignements pris au Ministère, aucune autre ville n'a demandé depuis 1901 à bénéficier de ces dispositions, ce qui est regrettable et semble indiquer chez les maires ou les bibliothécaires municipaux une timidité ou, si l'on veut, une prudence exagérée; la pratique déjà assez longue du prêt direct entre bibliothèques universitaires démontre que ce mode de communication, qui a le grand avantage d'être rapide, n'expose les volumes envoyés à aucun risque sérieux.

3° Enfin un arrêté ministériel du 26 novembre 1901 a institué une forme de prêt plus libérale encore, mais seulement pour une catégorie très restreinte d'ouvrages imprimés. Cet arrêté a créé à la Bibliothèque Sainte-Genève, à Paris, et dans les Bibliothèques des Universités de Besançon, Dijon, Lille, Montpellier, Nancy, Poitiers, Rennes et Toulouse, une section dite « *des prêts à long terme* » qui comprend plusieurs exemplaires de chacun des ouvrages publiés par le Ministère de l'Instruction publique ou sous ses auspices (2). Ces exemplaires sont destinés « à être prêtés au dehors à toute personne justifiant de l'utilité qu'il y a pour elle à conserver ces ouvrages pendant un temps plus long que le délai des prêts ordinaires, en vue de la préparation de travaux d'érudition. » La durée du prêt peut aller jusqu'à cinq ans au maximum. Comme ladisposition précitée ne fait aucune distinction, elle est applicable aussi bien aux personnes résidant *hors de la ville* où est établie la section qu'à celles qui y résident; et l'on remarquera que, pour donner aux érudits qui veulent en bénéficier les plus grandes facilités de travail, la communication des volumes leur est faite, non dans la bibliothèque de la ville qu'ils habitent, mais à *leur domicile personnel*. Les formalités de l'emprunt sont des plus simples : il suffit d'adresser une demande motivée, soit à l'administrateur de la Bibliothèque Sainte-Genève, soit aux recteurs des universités énumérées ci-dessus, qui apprécieront s'il y a lieu d'accorder ou de refuser, et qui, en cas de refus, ne sont pas tenus d'en faire connaître les motifs. Les ouvrages sont remis à l'emprunteur contre un récépissé, dans lequel il se reconnaît pécuniairement responsable des détériorations ou de la perte de ces ouvrages, et prend à sa charge les frais d'emballage et de transport (aller et retour).

(1) La liste des ouvrages qui peuvent être prêtés conformément à cet arrêté, a été publiée au *Journal Officiel* du 1<sup>er</sup> décembre 1901; elle s'est accrue depuis lors de toutes les publications faites aux frais du Ministère de l'Instruction publique.



## II. — BIBLIOTHÈQUES ÉTRANGÈRES (1)

Toute bibliothèque française qui dépend directement de l'Etat ou qui est soumise à son contrôle (comme les bibliothèques municipales classées), peut actuellement obtenir de la plupart des grandes bibliothèques gouvernementales ou universitaires de l'Europe qu'un manuscrit ou un imprimé faisant partie de leurs collections et susceptible d'être prêté lui soit temporairement communiqué, pour être consulté, sous la surveillance du bibliothécaire, par le lecteur qui en a fait la demande motivée.

Les bibliothèques étrangères qui refusent absolument le prêt sont l'exception. Dans cette catégorie il faut ranger : 1° le plus grand nombre des dépôts publics de la *Grande-Bretagne*, à commencer par la British Museum Library : seules l'India Office Library (en vertu d'un article formel de son règlement de 1890), les bibliothèques des Universités de Durham, d'Edimbourg et de Glasgow, celles de Merton College, à Oxford, de Trinity College à Dublin, de Caius College, Emmanuel College et Gonville College à Cambridge, de Jews College à Londres, prêtent leurs manuscrits (2); encore dans ces dépôts, la complication des formalités rend-elle le prêt difficile et rare; — 2° les bibliothèques de l'*Empire Russe*, sauf la Bibliothèque publique impériale, la Bibliothèque de l'Université et celle de l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg, et la Bibliothèque de l'Université de Dorpat; — 3° la Bibliothèque Vaticane, à Rome (1).

Au contraire des règlements formels ou des usages notoires rendent possible le prêt international dans toutes les Bibliothèques gouvernementales ou universitaires de l'*Autriche-Hongrie*, de l'*Allemagne*, de la *Hollande*, de la *Belgique*, des *États Scandinaves*, de la *Suisse*, de l'*Italie* et de l'*Espagne*.

(1) Les renseignements qui suivent sont principalement tirés du *Jahrbuch der deutschen Bibliotheken*, publ. par l'Association des Bibliothécaires allemands, t. I (1902) à VII (1908); du *Zentralblatt für Bibliothekswesen*, 1884 à 1909; de A. Græsel, *Handbuch der Bibliothekslehre*, 2<sup>e</sup> Aufl. 1902 p. 431-439; des articles de O. Hartwig, K. Dziatzko, C. Häberlin, cités en note par Græsel, p. 435-436; de l'article de G. Bernard, *Le prêt à l'extérieur dans les Bibliothèques françaises* (Revue internat. de l'enseignement, 15 juillet 1907), et de celui de A. Andersson, *Die internationale Druckschriften-Leihverkehr zwischen den Bibliotheken* (Zentralblatt für Bibl. t. XXV, 1908, p. 501 à 515).

(2) Parmi les Bibliothèques de Sociétés savantes, celles de la Société asiatique de Londres, de la Société asiatique de Calcutta, et l'India office library de Bombay, prêtent également leurs manuscrits.

(3) Hors d'Europe, il faudrait ajouter les bibliothèques des *États-Unis* d'Amérique qui, jusqu'à présent, ne prêtent pas aux bibliothèques européennes, sauf toutefois, depuis quelques années, Columbia University library à New-York, et Harvard University library à Cambridge (Massachusetts).



La voie ordinaire qu'emploient actuellement les bibliothèques françaises pour emprunter, sur la requête d'un particulier, un manuscrit ou un livre imprimé à l'une des bibliothèques de l'étranger est la *voie diplomatique*. La demande d'emprunt est transmise, par le Ministère de l'Instruction publique au Ministère des Affaires étrangères, à Paris ; celui-ci la fait parvenir par le courrier de l'ambassade au Ministre des Affaires étrangères du pays dont il s'agit, lequel la transmet administrativement au directeur de la bibliothèque où est conservé le manuscrit ou l'imprimé demandé. Si ce dernier consent à faire le prêt, l'ouvrage est envoyé par la même voie à la bibliothèque qui emprunte, et c'est aussi par la même voie qu'après l'expiration du délai fixé il doit être retourné à la bibliothèque qui prête. La communication par voie diplomatique a lieu aux frais des deux Etats et le particulier qui emprunte n'a rien à déboursier. Mais par contre, la série de formalités qu'elle exige prend un temps assez long, et la lenteur de la communication diminue notablement les avantages que présente, sous cette forme, le prêt international.

On peut éviter cet inconvénient en recourant au second procédé qui est déjà en usage, comme on l'a vu, entre bibliothèques françaises, dans certains cas déterminés : le procédé de l'*envoi direct* de bibliothèque à bibliothèque, aux frais de l'emprunteur.

A l'heure présente, un très grand nombre de bibliothèques étrangères ont accepté le principe de l'envoi direct et le pratiquent journellement pour les prêts internationaux, aussi bien que pour les prêts aux bibliothèques du pays où elles sont situées. Dès 1883 les diverses bibliothèques de l'*Autriche-Hongrie* y étaient autorisées par un règlement du ministre des Cultes et de l'Instruction publique (*Jahrbuch der deutschen Biblioth.*, I, 1902, p. 133), complété en 1891 par un règlement semblable concernant la bibliothèque impériale (*Hofbibliothek*) de *Vienne* (*ibid.*, p. 132). Au mois de janvier 1890, un règlement émané du ministre de l'Instruction publique de Prusse (*ibid.*, p. 128-130) autorisait la Bibliothèque royale de *Berlin* et les Bibliothèques des neuf Universités prussiennes, à prêter directement leurs manuscrits et leurs imprimés aux bibliothèques étrangères qui dépendent de l'Etat ou qui sont placés sous sa surveillance (1) ; et les dispositions de ce règlement

(1) Voici les dispositions essentielles de ce règlement, que l'on peut considérer comme posant les conditions ordinaires du prêt direct international :

« Art. 1<sup>er</sup>. La bibliothèque qui emprunte doit se déclarer prête à user  
« de réciprocité et accepter les conditions énoncées dans les articles qui  
« suivent. — Art. 2. L'envoi se fait par colis soigneusement enveloppé,  
« avec déclaration de valeur, aux frais et risques de la bibliothèque qui  
« emprunte. — Art. 3. La durée du prêt, non compris le temps de l'aller  
« et du retour, est de six semaines pour les imprimés et trois mois pour  
« les manuscrits, à moins de notification contraire faite par le directeur  
« de la bibliothèque qui prête. — Art. 4. Les imprimés et les manuscrits  
« prêtés doivent être gardés avec soin dans la bibliothèque qui emprunte,



ont été successivement étendues aux bibliothèques gouvernementales et universitaires de la *Bavière* (mars 1891 ; *ibid.* p. 130), et des autres *Etats allemands*, sauf la Bibliothèque ducale de Wolfenbuttel qui ne fait d'envoi direct qu'aux bibliothèques allemandes (*ibid.* p. 131). L'*Italie* a récemment imité l'exemple de l'Allemagne, et le règlement de 1886 (*ibid.* p. 136), qui soumettait les bibliothèques d'Etat à l'obligation de demander l'approbation ministérielle et d'user de la voie diplomatique pour le prêt international, a été modifié par un nouveau règlement du 3 août 1908, qui autorise ces bibliothèques à faire le prêt direct, sans intervention ministérielle, aux bibliothèques publiques des pays étrangers qui admettent la réciprocité (2). En *Belgique*, en *Hollande*, en *Danemark*, en *Norvège*, en *Suède*, en *Suisse*, le prêt direct international, quoique n'étant établi par aucun règlement officiel, est admis en fait et libéralement pratiqué depuis un certain nombre d'années par toutes les bibliothèques publiques dépendant de l'Etat ou des Universités. L'Espagne est actuellement le seul pays avec lequel il soit toujours nécessaire, en vertu d'un règlement d'octobre 1901 (*ibid.* p. 137, d'employer la voie diplomatique pour obtenir le prêt d'un manuscrit ou d'un livre imprimé.

Mais si, comme on le voit, la plupart des grandes bibliothèques publiques de l'Europe pratiquent l'envoi direct, il faut bien remarquer que partout ce mode de communication est subordonné à la condition de réciprocité, soit expressément comme dans le règlement prussien de 1890 et dans le règlement italien de 1908, soit implicitement, dans la pratique des autres bibliothèques étrangères. Une bibliothèque française ne peut donc obtenir d'elles l'envoi direct que si elle s'engage à prêter, le cas échéant, par la même voie.

Or, ici, la question se pose de savoir quelles sont les bibliothèques

« et ne peuvent être consultés que dans les salles de cette bibliothèque.  
« Toutefois pour les imprimés, le directeur de la bibliothèque qui prête  
« est libre d'autoriser le directeur de la bibliothèque qui emprunte, à les  
« communiquer hors de sa bibliothèque, sous sa responsabilité. Pour  
« copier l'ouvrage prêté, quand il ne s'agit pas seulement d'en prendre  
« un spécimen ou d'en reproduire une page isolée, une permission spéciale est nécessaire. — Art. 5. Le renvoi du manuscrit ou de l'imprimé  
« doit être fait dans les mêmes conditions que l'envoi, aux frais et risques  
« de la bibliothèque qui emprunte. — Art. 6. En cas de détérioration ou  
« de perte du manuscrit prêté, la bibliothèque qui emprunte doit accepter  
« le chiffre de l'indemnité que le directeur de la bibliothèque qui prête  
« aura fixé d'accord avec ses chefs de service, même quand ce chiffre  
« dépasserait la valeur déclarée. »

Le règlement des Bibliothèques de la Bavière et celui de la Bibliothèque impériale de Vienne restreignent le prêt direct international dans des limites plus étroites, en excluant formellement les livres rares (*cimelia*, *unica*), et les manuscrits d'une grande valeur artistique ou littéraire.

(2) On trouvera le texte de ce règlement dans le *Bolletino ufficiale del Min. dell'Istruz. pubblica*, du 17 septembre 1908, et la traduction française dans la *Revue des Bibliothèques et Archives de Belgique*, janvier-février 1909.



françaises qui peuvent se permettre cet envoi direct en cas de prêt international. Elle n'est résolue d'une manière expresse par aucun règlement formel, ce qui est regrettable.

En fait, le Ministère de l'Instruction publique laisse une grande liberté à cet égard aux administrateurs des Bibliothèques publiques et universitaires placées sous sa direction. Mais ceux-ci, semblent en général peu disposés à en profiter ; soucieux avant tout de la conservation de leurs livres, ils considèrent la transmission par voie diplomatique comme plus sûre que l'envoi direct, et par conséquent comme préférable, malgré ses lenteurs. Il en est ainsi à la Bibliothèque nationale et dans les trois grandes Bibliothèques publiques de Paris. Les seuls dépôts qui, d'après les renseignements que j'ai pu réunir, prêtent directement à l'étranger sont : à Paris, la Bibliothèque de l'Université (à la Sorbonne), la Bibliothèque de la Faculté de Médecine et celle de l'Ecole des langues orientales ; en province, la Bibliothèque de l'Université de Dijon et celle de l'Université de Lille, la Bibliothèque municipale d'Amiens, celle d'Avignon et celle du Palais des arts à Lyon (1). C'est donc seulement dans l'un de ces Dépôts que l'on peut actuellement obtenir en France, l'envoi direct de manuscrits ou d'imprimés provenant de bibliothèques étrangères.

Il y a lieu, ce me semble, de regretter la timidité et le peu d'empressement que les bibliothécaires français mettent à suivre, à cet égard, l'exemple de la plupart des grandes bibliothèques européennes. Cet état d'esprit changerait probablement si l'initiative prise il y a quelques années par l'*Association internationale des Académies*, pour amener en cette matière une entente entre les gouvernements des divers Etats civilisés, aboutissait enfin au résultat souhaité. Cette association, dont nos Académies des sciences, des inscriptions et belles lettres, des sciences morales et politiques font partie, a, dans sa première session tenue à Paris en avril 1901, émis, sur la proposition de l'Académie de Berlin, le vœu que chacun des gouvernements dont relevaient les corps savants représentés dans l'association, acceptât le principe du prêt direct international des manuscrits et des imprimés, sous certaines conditions à déterminer d'un commun accord, et établit la liste de celles de ses bibliothèques qui pourraient emprunter ou prêter directement aux bibliothèques étrangères. Le même vœu fut reproduit dans les deux sessions suivantes, en 1904 et en 1907 ; et à cette dernière date, l'association des Académies vota une résolution qui déterminait les conditions auxquelles devrait être soumis le prêt direct international, et nomma une Commission permanente chargée de dresser, avec le concours des gouvernements, la liste des bibliothèques auxquelles il s'appliquerait, et de résoudre, en qualité d'arbitre, les litiges qui pourraient s'élever ultérieurement à l'occasion d'un prêt en-

(1) S'il y en a d'autres, je serai reconnaissant à mes confrères de vouloir bien me les signaler, afin qu'une note complémentaire les fasse connaître.